

Et nous ne verrons pas notre théâtre

Gabriel Plante

Numéro 161 (4), 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/84072ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (imprimé)

1923-2578 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Plante, G. (2016). Et nous ne verrons pas notre théâtre. *Jeu*, (161), 11–11.

ET NOUS NE VERRONS PAS NOTRE THÉÂTRE

Depuis ma sortie de l'École nationale, il y a une chose que j'entends presque quotidiennement : « On ne peut plus vivre du théâtre. Oublie ça, c'est fini. » Après cet énoncé, la plupart du temps, on chiale sur le manque de subventions et sur la précarité de nos institutions, prétextant à tout coup : « Y a pas de *money-money*. » La situation est implacable et cette idée s'est tellement implantée dans l'esprit des artistes que c'en est devenu un paradigme. La seule institution nationale en théâtre au Québec, c'est le sous-financement.

Ça me gêne, comme si je traînais des briques dans mon sac à dos. Ce que ça gêne surtout, c'est ma démarche. Mais ça ne me gêne pas au sens où je baisserais les yeux si on me posait des questions sur la tradition théâtrale de l'endroit d'où je viens. Les Lepage, Mouawad, Marleau, Maheu, Brassard (Marie) n'ont absolument rien à envier aux Ostermeier, Castellucci, Fabre et Vienne. On tape tellement sur le clou du sous-financement, qu'il est entré dans ma tête et dans celle des artistes de mon âge au point où on n'ose presque plus se comparer à ces artistes. C'est une autre *game*, point final. Une autre *game*, comme en France ou en Allemagne.

Quel type de jeu émergerait de mes spectacles si, moi aussi, j'avais cinq mois à temps plein pour travailler avec des acteurs ? Quel type de théâtre ça donnerait si Félix-Antoine Boufin, Solène Paré, Philippe Cyr, Alix Dufresne, Philippe Boufin, Jocelyn Pelletier et Castel Blast avaient plus que mille piasses pour faire leurs spectacles ? Quels seraient nos spectacles si on avait une scène plus grande que quatre praticables pourris dans une salle qui nous coûte 7 000 piasses ?

On passe collectivement à côté de notre théâtre, et ça m'écoeure. Faudrait que quelque chose arrive. Faudrait se présenter à la bataille. Faudrait se défendre nous-mêmes. Dans tous les autres secteurs de l'activité humaine, quand le travail ne permet pas aux travailleurs de vivre décemment, on appelle ça de l'exploitation, et avant longtemps les gens se révoltent, font la grève. Ce qu'ils faudrait faire, c'est déclarer unilatéralement la grève générale. Annuler une



Gabriel Plante. © Jean-Philippe Baril Guérard

saison complète. Un *no-show* général. L'objectif : demander un réinvestissement gargantuesque. On est encore loin de faire des piquets de grève devant les théâtres, parce que de toute manière personne n'a le coussin financier pour le faire, mais il n'y a rien de plus cathartique que de l'imaginer.

Sauf qu'au premier jour de la grève, est-ce que les gens le remarqueraient ? Peut-être pas. Ça aurait le mérite d'être clair. Alors on aurait eu raison de sous-financer le théâtre, la question serait réglée. On rentrerait à la maison la queue entre les jambes pour faire ce qu'on peut avec ce qu'on a devant un public en déclin...

Je vais risquer un peu de jovialisme. Imaginons que la grande majorité des gens nous appuient. Qu'ils nous disent : « C'est vrai ! Ça n'a pas d'allure ce que vous vivez. Descendez dans les rues, on va vous suivre. » Fabulons complètement et imaginons que les industries de la télévision et du cinéma emboîtent le pas, elles aussi. Ce serait la grève la plus médiatisée de l'histoire, et on peut imaginer qu'on aurait un avantage certain dans le rapport de force avec le pouvoir public... Mais qu'est-ce qu'on en ferait ? Tout le monde plaide pour un réinvestissement massif, mais de quel ordre serait-il ?

Ce qui me met hors de moi quand on me dit que je ne peux pas vivre du théâtre, ce n'est pas tant l'énoncé en tant que tel, mais que, même s'il y a eu des états généraux, les artistes ne connaissent pas avec précision le fonctionnement du système. On ne connaît pas le portrait économique global. On ne sait pas combien d'argent issu des subventions du CALQ et du CAC se perd en redevances et en frais administratifs au lieu de financer l'artistique. On ne sait pas qui est payé combien. Si on le savait, peut-être alors qu'on se rendrait compte que nous sommes loin de l'équité salariale ou bien qu'il y a de la marge pour négocier nos contrats dans les théâtres. On ne sait pas non plus la somme d'argent qui n'est pas distribuée par des jurys. Si on étudiait en profondeur l'économie du théâtre, il y aurait peut-être des révélations-chocs : un lien entre la mafia, le parti libéral et la rénovation de certains théâtres, par exemple !

On sait tous qu'il faut réinvestir en culture, mais on ne sait ni combien ni comment. C'est pourquoi on n'a aucune base pour imaginer une pratique en santé. C'est dommage, parce qu'en attendant qu'on ait identifié clairement le problème et qu'on puisse chiffrer une solution, il y a des artistes qui sont dans l'antichambre de leur théâtre. Ce qui m'écoeure quand on chiale sur le sous-financement, c'est que notre lieu commun soit : « On ne peut plus vivre du théâtre. Oublie ça, c'est fini », alors qu'il devrait être : « Ce qu'il nous faudrait, c'est tant de millions, dans un système comme celui-ci... » Ce qui m'écoeure, c'est qu'on n'a pas ces mots-là. ●

Gabriel Plante

Gabriel Plante a terminé en 2015 sa formation en écriture à l'École nationale de théâtre. Il est le récipiendaire du prix Gratién-Gélinas 2016 pour son texte *Histoire populaire et sensationnelle*. Sa plus récente création, *Plyball*, soutenue par le CEAD et LA SERRE – arts vivants, a été récemment présentée à la Chapelle.